

# Campagne du CSDASP37 contre la conférence européenne de Vichy : Documents pour réfléchir, approfondir, critiquer...

## ILS SONT À VICHY, SOYONS PIRATES !

Les 3 et 4 Novembre prochains, le chef du sinistre Ministère de l'immigration et de l'Identité Nationale organise, à Vichy, une rencontre au sommet de tous les ministres de l'Intérieur et de la Justice de l'Union européenne. Dans cette tâche laborieuse des quotas à mettre en place, des forteresses à ériger, des avions et des bateaux à affréter, des polices à mobiliser pour les expulsions de sans papiers, Hortefeux et les 26 autres sinistres européens seront accompagnés de 200 personnes (députés, sénateurs, représentants du comité économique et social européen, représentants des régions...)... Des "propres sur eux" de droite comme de gauche.

Depuis l'avènement de Nicolas Sarkozy, toute allusion, tout rapprochement entre son gouvernement et celui de l'An 1940 du Maréchal Pétain est répréhensible. Celles et ceux qui osent rapprocher les deux époques sont susceptibles d'être conspués, poursuivis par la Police, condamnés par la Justice...

En convoquant ce sommet à Vichy, ville symbole du gouvernement pétainiste et de cette sombre époque de chasse à l'intrus, c'est Hortefeux lui-même qui provoque les rapprochements. Tout comme Sarkozy, qui jaquettait pendant sa campagne que « le travail rend libre ». C'est cette phrase qui était au fronton du camp nazi d'Auschwitz, en Pologne. Ce n'est pas nous non plus qui avons repris le principe de la « rétention de sûreté » chère à Rachida Dati en 2007, promulguée par ailleurs par Adolf Hitler en novembre 1933.

Nous vivons une période nauséabonde où la politique xénophobe des États européens rappelle celle où le racisme était clairement revendiqué, alors... rassurons-les quand même. S'ils ne s'étaient pas réunis à Vichy pour ce sommet, ont les auraient allumé aussi. Mais devant cette provocation vichyste, notre mot d'ordre est «à l'abordage»!

## VICHY, TRAVAIL-FAMILLE-PATRIE

Hortefeux va ainsi consolider le symbole que représente cette ville par rapport à la politique de collaboration avec le régime nazi. Cette dénomination du «Ministère de l'immigration et de l'Identité Nationale » aurait sûrement satisfait le gouvernement Pétain, installé dans l'hôtel du Parc.C'est dans cette ville que fut décidée et mise en œuvre la politique de collaboration avec le régime nazi. Elle s'est traduite, entre autres, par l'internement en France, puis la déportation dans les camps de concentration de milliers de personnes sous prétexte qu'elles étaient juives, espagnoles ou italiennes antifascistes, homosexuelles, tziganes, handicapées, communistes, anarchistes, résistantes...

C'est de cette ville que, comme les autres fonctionnaires, Papon recevait les ordres pour organiser les déportations de personnes à Bordeaux. C'est de cette ville que fut dirigée la Milice française. Comment alors ne pas faire le lien entre la politique de Vichy et celle du gouvernement de Sarkozy, du moins concernant le traitement des immigrants ?

## VICHY, MINISTÈRE EUROPEEN DES EXPULSIONS

Comment accepter de laisser pavoiser tranquillement les 27 patrons de la chasse à l'immigré ? Le ministre italien organise le fichage des Roms, puis après quoi? Le ministre français organise les rafles d'étrangers, puis après quoi? On sait toujours où commence un outil de répression, on ne sait jamais où et quand il se termine. Pour exemple, le camp de Rivesaltes, fermé depuis 2007. Cet ancien camp militaire a été transformé en camp "d'accueil" pour les réfugiés espagnols.

Ensuite, le gouvernement de Vichy y enferma des Juifs... en attendant leur déportation. Puis arrivèrent les prisonniers de guerre allemands et italiens. Pendant la guerre d'Algérie, des Algériens y furent également internés. De 1962 à 1977 des Harkis y furent "accueillis" etc. De 1986 à 2007, ce camp a été transformé en Camp de Rétention Administrative (CRA). Pendant ces années, de nombreux sans papiers y ont été retenus en attendant leur expulsion. Fin 2007 alors que les camps de "rétention" se multiplient, le centre a été déménagé car un Musée-Mémorial de "repentance" est en cours de construction sur le site. Les sans papiers enfermés y seront-ils oubliés ?

Nous avons déjà assez supporté la vindicte policière, le racisme latent des gouvernants et leur cynisme, les conditions inhumaines de rétention, la double peine...

Il faut dire non et nous mobiliser contre cette conception du monde qui conduit à faire mourir des milliers de gens lorsqu'ils tentent de rentrer dans l'espace Schengen et à en traquer les rescapés. Il faut briser la machine à expulser !

## VICHY YA BASTA !

On ne pourra jamais empêcher des hommes et des femmes de vouloir émigrer et peu importe les raisons qui les poussent : misère, guerre, famine, épidémie, catastrophe naturelle, amour... Cessons cette démagogie qui consiste à dire qu'on va fermer les frontières : cela conduit à une chasse inhumaine, et c'est impossible ! De plus la clandestinité profite aux patrons.

Des travailleurs sans papiers ont entamé un mouvement de grève avec occupation des lieux de travail afin d'être

régularisés. Cette lutte rend visible le fait que les sans papiers ne sont pas essentiellement des gens qui se cachent par peur du gendarme, mais des êtres humains essayant de vivre dans les conditions imposées par l'exploitation capitaliste. Cette survie est d'autant plus dure que leur statut administratif ne leur donne aucun droit, si ce n'est celui de payer des impôts, des charges sociales (sécurité sociale...), avec en bonus la peur de croiser les flics à chaque coin de rue.

Les sans papiers sont instrumentalisés pour renforcer la précarité et donc de faire pression sur le marché du travail en faveur des capitalistes. En outre la chasse aux sans papiers permet de mettre en place un arsenal législatif de plus en plus répressif. Cela légitime le renforcement du contrôle de la population (fichages...). Ainsi, lutter contre l'exclusion sociale, la précarité et la restriction de la liberté individuelle suppose de se mobiliser pour la régularisation globale de tous les sans papiers. Depuis près de 5 ans, le Réseau d'Education Sans Frontière, récemment accusé, comme d'autres, par le gouvernement d'être dangereux pour l'ordre public, a montré que les sans papiers peuvent être aussi des parents d'élèves, des élèves ou des étudiants. Ce réseau se mobilise pour que des enfants et jeunes majeurs puissent poursuivre leur scolarité sans qu'ils vivent dans la crainte de l'expulsion de leurs parents et donc d'eux mêmes. Il en va de même pour les étudiants recevant des Obligations à Quitter le Territoire Français (OQTF). De même, des collectifs tentent de lier la lutte des sans papiers avec celle pour l'obtention de logements aussi bien pour des personnes en situation régulière (de nationalité française ou étrangère) qu'irrégulière (sans papiers).

Les sans papiers ne sont ni des quotas, ni des hordes fantomatiques de parasites, ni des criminels en papiers, ce que veulent nous faire admettre les États-puissances capitalistes. Ce sont des hommes, des femmes, des enfants essayant de vivre au sein de la société européenne. Comme n'importe quelle personne, les sans papiers sont des êtres humains à part entière, devant assurer leur (sur)vie. La prise en compte de cette multidimensionnalité des personnes montre que les problèmes que rencontrent les immigrés, notamment les sans papiers, rejoignent ceux que connaissent les personnes de nationalité française et européenne. La lutte antiraciste, comme la lutte sociale, inévitablement par cette prise de conscience se traduisant concrètement par la convergence des luttes.

Dès aujourd'hui, il faut se mobiliser devant les ministères, les préfectures, les camps de rétention, les ports et aéroports, les commissariats, les administrations...

Pour dire non à la xénophobie de l'État !

Pour la fermeture et la destruction des camps de rétention, la liberté d'installation et de circulation !

Pour l'ouverture des frontières !

Pour des papiers pour tous et toutes !

Collectif de Soutien aux Demandeurs d'Asiles et Sans Papiers 37 (06.34.19.64.98. [csdasp37@no-log.org](mailto:csdasp37@no-log.org))

Collectif Anti-Fasciste de Touraine ([antilepen29octobre@no-log.org](mailto:antilepen29octobre@no-log.org) <http://caf-touraine.blogspot.com>)

Groupe FA Sans Voix Sans Visage ([sansvoix.sansvisage@gmail.com](mailto:sansvoix.sansvisage@gmail.com))

## Mobilisation générale contre l'Europe FRONTEX

Les 3 et 4 Novembre prochains, à Vichy, les 27 ministres de l'union européenne chargés de l'expulsion des sans-papiers tiendront, sous la houlette de Brice Hortefeux, une Conférence européenne sur le thème officiel de l'intégration.

Pour nous, leur objectif, est d'organiser le filtrage des immigrés selon les besoins du patronat européen et de coordonner la chasse aux clandestins. L'ensemble se situe dans le cadre de la 'Directive retour' et de « l'immigration choisie ».

Depuis la colonisation, les grands groupes capitalistes européens pillent les ressources des pays dits « du Sud », créant ainsi la misère. Quand ils l'estiment nécessaire à leurs intérêts financiers, ils n'hésitent pas à susciter des guerres pendant que les gouvernements européens soutiennent les pires régimes dictatoriaux. Souvenons-nous des magouilles de la 'France-Afrique' dans lesquelles tremperent aussi bien les gouvernements de droite que ceux « de gauche ».

Depuis 2004, l'agence des frontières européennes extérieures, FRONTEX, œuvre militairement à la traque des migrants venus du Sud et de l'Est, en accord avec toutes les polices des pays d'origine (Algérie, Maroc, Libye, Sénégal, ...).

Aujourd'hui, les 27 veulent une Europe « cellophane ». Autrement dit, une Europe protégée, mais qui leur permette de choisir les migrants. Une Europe où les autres, les clandestins rescapés, finissent soit par survivre dans l'exploitation quotidienne du travail à bas coût et des marchands de sommeil, soit par crever, avec toujours la gueule fermée par la peur de la rétention et du charter. Car si l'Europe cellophane est poreuse au pognon, elle est hermétique aux pauvres que ses richards ont créé. Les migrants ne viennent ni flamber leurs économies au casino, ni investir dans la prostitution, ni prendre la place du travailleur français, espagnol, italien, belge ou allemand, ..., comme tente de nous le faire croire la propagande des Etats de l'Union.

Ils risquent leur vie, subissent l'exploitation mafieuse et patronale pour tenter de survivre et de faire survivre leurs familles. Ils fuient la guerre, la misère et la dictature provoquées par les grands

groupes capitalistes européens soutenus par les gouvernements européens.

A Vichy, sous prétexte d'intégration, les ministres des 27, de droite comme de gauche, vont affiner la formule pour filtrer l'exploitable le plus qualifié au meilleur coût et rejeter les autres dans la guerre, la misère et la dictature.

Que ce soit à Vichy ou ailleurs, il n'est pas question de les laisser élaborer tranquillement le tri sélectif et la chasse aux miséreux. Tout comme les colons qui s'enfermaient dans d'immenses demeures et palais, qui se barricadaient derrière des soldats pour régir la vie des pays occupés, les 27 sinistres et leurs compères vont se terrer dans des hôtels et des restaurants luxueux sous protection policière pour renforcer ce flicage-filtrage migratoire. Et ils ont bien raison de s'enfermer !

Nous serons là, comme nous sommes déjà là, au quotidien, contre tous les exploiters, pour combattre la chasse aux sans-papiers, pour la destruction de tous les camps de rétention administrative, pour la liberté d'installation et de circulation de toutes et de tous.

Nous n'avons rien à attendre de l'Europe capitaliste. Alors, nous continuons et nous appelons à bloquer ce Sommet.

TOUS à VICHY les 3 et 4 NOVEMBRE 2008  
POUR EMPÊCHER LA TENUE DE CETTE CONFERENCE HONTEUSE !

Les Amis de l'Égalité (Blois) [lesamisdelegalite@free.fr](mailto:lesamisdelegalite@free.fr) - <http://lesamisdelegalite.free.fr/>

## **Étranges étrangers (Prévert, 1955)**

*Etranges étrangers*

*Kabyles de la Chapelle et des quais de Javel*

*hommes des pays lointains*

*cobayes des colonies*

*Doux petits musiciens*

*soleils adolescents de la porte d'Italie*

*Boumians de la porte de Saint-Ouen*

*Apatriés d'Aubervilliers*

*brûleurs des grandes ordures de la ville de Paris*

*ébouillanteurs des bêtes trouvées mortes sur pied*

*au beau milieu des rues*

*Tunisiens de Grenelle*

*embauchés débauchés*

*manœuvres désœuvrés*

*Polacks du Marais du Temple des Rosiers*

*Cordonniers de Cordoue soutiers de Barcelone*

*pêcheurs des Baléares ou bien du Finistère*

*rescapés de Franco*

*et déportés de France et de Navarre*

*pour avoir défendu en souvenir de la vôtre*

*la liberté des autres*

*Esclaves noirs de Tréjus*

*traillés et parqués*

*au bord d'une petite mer*

*où peu vous vous baignez*

*Esclaves noirs de Tréjus*

*qui évoquez chaque soir*

*dans les locaux disciplinaires*

*avec une vieille boîte à cigares*

*et quelques bouts de fil de fer*

*tous les échos de vos villages*

*tous les oiseaux de vos forêts*

*et ne venez dans la capitale*

*que pour fêter au pas cadencé*

*la prise de la Bastille le quatorze juillet*

*Enfants du Sénégal*

*dépatrés expatriés et naturalisés*

*Enfants indo-chinois*

*jongleurs aux innocents couteaux*

*qui vendiez autrefois aux terrasses des cafés*

*de jolis dragons d'or faits de papier plié*

*Enfants trop tôt grandis et si vite en allés*

*qui dormez aujourd'hui de retour au pays*

*le visage dans la terre*

*et des bombes incendiaires labourant vos rizières*

*On vous a renvoyé*

*la monnaie de vos papiers dorés*

*on vous a retourné*

*vos petits couteaux dans le dos*

*Étranges étrangers*

*Vous êtes de la ville*

*vous êtes de sa vie*

*même si mal en vivez*

*même si vous en mourez.*

## Qu'est-ce que le CSDASP 37 ?

Le CSDASP (Collectif de Soutien aux Demandeurs d'Asile et aux Sans-Papier) est présent sur Tours depuis 2 ans. Ce collectif local réunit des individus souhaitant s'investir autour de la problématique des étrangers présents sur le territoire français, qu'ils soient demandeurs d'asile ou sans papier. C'est principalement sur deux revendications que le CSDASP tente de se faire entendre : le logement et la régularisation. En effet, la situation locale, qui correspond à la situation nationale, laisse de nombreuses familles et encore plus de célibataires, à la rue. Préfecture, Conseil Général, Mairies se déchargent de plus en plus sur des associations caritatives exsangues. C'est pourquoi le CSDASP multiplie les actions en faveur de la réquisition des logements vides, qui sont 6000 à Tours selon le dernier recensement, 17 000 en Indre-et-Loire.

Cette réquisition pouvant légalement être demandée par la Préfecture ou par les Maires. L'occupation impulsée par le collectif, de la faculté des Tanneurs en 2005, pour y loger des familles demandeuses d'asile, avait donc pour but, tout en logeant les familles, de rendre cette question visible du grand public et de faire pression sur les autorités pour qu'elles trouvent une solution pérenne à ce problème récurrent qu'est le logement.

### Le CSDASP est un :

**Collectif politique**, c'est-à-dire que, sans rejeter l'humanitaire, son but est de créer un rapport de force avec les autorités pour trouver des solutions globales. Il fonctionne en lien ou en complémentarité avec des associations caritatives, mais les logiques et les modes d'action sont différents. Ce n'est pas un collectif d'alphabétisation, donnant la nourriture ou l'hébergement. C'est un collectif militant qui se définit par l'action politique.

**Collectif de soutien et non d'assistance** : le collectif n'est pas là pour parler au nom de, mais pour soutenir des voix minoritaires. Le soutien politique apporté, que ce soit sous forme de manifestation ou de négociation, est organisé, autant qu'il est possible, en concertation avec les personnes concernées. Pour respecter la dignité des personnes, les demandeurs d'asile et les sans-papier ne sont pas réduits à la figure de victime mais sont vus comme des individus actifs. C'est pourquoi le CSDASP essaye que les demandeurs d'asile et les sans-papier soient parties prenantes aussi bien dans les actions et les réunions que dans les décisions prises.

**Collectif d'information et de débat**, en plus de créer un rapport de force avec les autorités, le CSDASP souhaite enclencher le débat sur la problématique des étrangers, afin de ne pas laisser le discours dominant, celui répressif de l'Etat, apparaître comme incontournable et les solutions stigmatisant les étrangers comme les seules envisageables. L'organisation d'exposition et/ou de conférences, comme celle d'une historienne spécialiste des Roms, et la participation à des débats font parties des actions menées par le CSDASP. Les réunions sont également un lieu d'information et de débat, ainsi que les manifestations et les rassemblements qui permettent de mettre dans l'espace public une problématique complexe trop souvent réduite aux discours simplistes et haineux de Sarkozy et consort.

**Collectif, pas une institution responsable** : le collectif a, entre autres, pour but de rappeler leurs obligations aux différentes institutions. Il ne se substitue pas à elles.

## PETIT HISTORIQUE DE LA RETENTION : DE PIRE EN PIRE

L'enfermement a d'abord été clandestin dans le hangar d'Arenc (Bouches du Rhône), principalement destiné aux Algériens qui venaient travailler en France après l'indépendance. A l'époque l'ensemble de la gauche s'est élevée contre cet enfermement, enfermement légalisé... en 1981 ! Sous la présidence de Mitterrand !! Enfermement devenu officiel, légal, encadré par la loi, mais toujours inhumain : la prison pour étrangers !

**1980** : La loi Bonnet et Peyreffite permet d'exécuter par la force une mesure d'expulsion du territoire ou de reconduite à la frontière d'un étranger en situation irrégulière et autorise la privation de liberté de ce dernier sur **décision administrative**.

**1981** : La loi du 29 octobre légalise et organise la rétention administrative. Malgré cette légalisation, les étrangers retenus sont gardés dans des locaux administratifs qui n'ont pas été prévus à cet effet. La durée maximale pendant laquelle une **personne est retenue est fixée à 7 jours**

**1984** : Le gouvernement décide la création de centres dits « de rétention » dans les principales villes du pays. Il confie à la Cimade une mission d'accompagnement social et juridique des étrangers placés dans ces centres.

**1993 à 1998** : La durée maximale de rétention passe de 7 à 10 puis 12 jours afin de réunir les conditions qui permettront l'éloignement.

**2003** : La loi dite « Sarkozy » du 26 novembre porte la durée maximale de rétention à 32 jours. Le ministère de l'intérieur fixe pour la première fois des objectifs chiffrés de reconduites à la frontière : 2004 : 15000, 2005 : 20000 et 2006 : 25000.

**2005** : Le décret du 30 mai 2005 prévoit la présence d'enfants en rétention désignant certains centres habilités à cet effet. Il prévoit également que les demandeurs d'asile, qui sont tenus de soumettre leur dossier de demande en français, devront prendre à leur charge les frais de traduction.

**2006** : Le gouvernement annonce un calendrier d'extension et de construction des centres de rétention : il prévoit que la capacité des centres qui étaient de 1200 places en 2005, passe à 1800 places fin 2006, puis à 2007 places en 2008.

## Témoignages de sans papiers enfermés dans des CRA :

La directive européenne « Retour » permet l'augmentation de la rétention jusqu'à 18 mois et l'interdiction du territoire européen jusqu'à 5 ans. Voici un aperçu des CRA où les sans papiers peuvent rester déjà 32 jours...

**R**efus d'entrer dans les chambres, refus d'être compté, refus de manger, chambres brûlées, altercation avec la police. Ces actes quotidiens de révoltes se construisent dans un rapport à l'organisation du centre et à tous les moments de contrôles et d'humiliations qui lui sont liés. Ils n'ont aucune fin, aucune limite. Ils sont repris par chaque nouveau arrivant. Seul l'isolement et la répression parviendra à arrêter la révolte de Vincennes. Mais elle durera si nous continuons de téléphoner et de visiter régulièrement les détenus et d'informer sur ce qu'il se passe à l'intérieur. Elle durera si nous continuons de manifester devant le centre. Elle durera si les initiatives se multiplient provenant de différents groupes, collectifs, individus (actions, affiches, stickers, etc). Elle durera si la révolte s'étend aux autres centres, aux autres villes, à la société toute entière. Elle durera et s'étendra si nous nous révoltons avec eux.

Pour recevoir régulièrement les témoignages : [fermetureattention@yahoo.fr](mailto:fermetureattention@yahoo.fr)

CRA de **Saint Jacques de La Lande (Rennes)**, début juillet (in Paroles sans retenue n°2 : <http://sp35.free.fr>)

*M. [originnaire d'Algérie, ses parents vivent en France depuis 1963 ; il n'a plus de famille là-bas] : « Je veux pouvoir partir libre, pas ficelé comme une bête ; on est traités comme des animaux. Ce n'est pas aux policiers que j'en veux mais à la justice. Juste parce qu'on est étrangers, on ne nous fait pas confiance. **Dans mon pays, il y a des Français: ils ne sont pas traités comme ça.** J'ai peur de dire que je suis malade à cause de la nourriture du centre, qu'ils croient que je simule et me punissent.*

*Je n'en peux plus d'être traité ainsi ; je n'attends qu'une chose, c'est qu'on me laisse libre de partir de ce pays. »*

CRA du **Mesnil-Amelot**, jeudi 24 juillet

« Il y a deux personnes qui sont là depuis trop longtemps. Il y en a un autre qui a été frappé par les gendarmes. Normalement, les gendarmes viennent faire l'appel et réveiller les gens pour qu'ils aillent se laver. Mais lundi [14 juillet], ils n'ont pas fait l'appel, ils ont dit « allez tout le monde dehors ! Dégagez, dégagez ! ».

Lui, il voulait aller se laver, les gendarmes ont refusé. Il est retourné dans sa chambre pour s'habiller, les gendarmes sont entrés après lui et ils ont commencé à le taper et ils lui ont dit qu'il était énervé. Il a répondu qu'il voulait juste s'habiller. Les gendarmes l'ont tapé puis menotté. Ils l'ont amené dehors, puis, il lui ont attrapé la tête et l'ont mis comme ça au sol. Ils ont mis leur pied sur sa tête pour le maintenir. Il resté six heures par terre.

Quand la CIMADE a vu ça, elle a été parler au capitaine pour qu'il le libère. Le médecin ne pouvait rien faire pour lui, il lui a donné un doliprane, il a dû attendre que ça passe. Mais il avait très mal à la tête, il a vomi.

C'est seulement aujourd'hui qu'ils l'ont amené à l'hôpital pour faire des examens.

C'est dur quand même ici. Des fois, les gendarmes sont énervés, on ne sait pas pourquoi. »

CRA de **Marseille**, bâtiment 3. Samedi 06 septembre 2008

« Ils ne laissent pas les visiteurs pour tout le monde, ils disent rien, ils tassent les gens. C'était calme mais depuis ce matin il n'y a pas eu de visites.

Ils ne nous laissent pas les rasoirs, on va faire la grève comme d'habitude. Il y a deux ou trois policiers qui nous surveillent quand on se rase car il est interdit de garder les rasoirs avec nous. On a discuté entre nous, on va faire comme l'autre fois, deux jours de grève. Mais la dernière fois ça n'a rien changé, ils s'en foutent, ils ont dit qu'ils avaient l'habitude... (...). »

CRA de **Perpignan**. Lundi 8 septembre 2008

« Tout est horrible ici, les gendarmes sont horribles, la nourriture est horrible, les conditions sont horribles. Les gendarmes sont très racistes.

Cette nuit, il y a un gars qui a essayé de se suicider, il a voulu se pendre dans sa chambre. Un ami est arrivé et l'a vu comme ça, il l'a secouru. On a prévenu les gendarmes. Ils ont un peu hésité sur le coup, ils croyaient qu'on blaguait et puis, finalement, ils sont intervenus. La personne a été envoyé à l'hôpital, elle est de nouveau avec nous. Il y a beaucoup de problèmes. Les conditions sont désastreuses : il n'y a pas assez à manger, on nous donne juste du fromage, des yaourts et du pain, pas plus. Parfois, la nourriture est périmée. Hier, ils nous ont donné des yaourts périmés depuis la veille, c'était écrit 06/09 dessus. On a été voir les dames qui s'occupent de la cantine et elles nous ont répondu qu'ils étaient bon jusqu'en juin 2009, qu'on avait mal compris. Mais, c'est pas possible pour des yaourts. On parle entre nous de faire une grève de la faim. On veut notre liberté. ».

# SARKOFEUX VOUS PARLE SUR ENVOYE SPECIAL !

Depuis des mois, voire des années, aussi bien la CIMADE que des collectifs parisiens et des sans papiers directement témoignent des conditions inhumaines de rétention. Il y a quelques mois, le camp de Rennes a défrayé la chronique, lorsque la préfecture de Tours y avait fait enfermer une femme congolaise, vivant à Joué les Tours, et son enfant de quelques semaines. La mobilisation a permis à cette personne d'être libérée et rejoindre son compagnon et que son fils puisse de nouveau vivre normalement avec ses parents. Depuis elle a été régularisée. En ce qui concerne les expulsions en elles mêmes, celles-ci peuvent se dérouler dans des conditions effroyables. Ainsi des passagers prenant l'avion avec ces expulsés encadrés par plusieurs flics, ne supportent pas de voir ces personnes tapées par les membres du ministère de l'intérieur, bâillonnées pour éviter qu'elles crient, attachées à leur siège... En général, les passagers manifestant leur opposition à ces traitements sont poursuivis pénalement. Depuis cet été Hortefeux tente de mettre une chape de plomb sur la réalité des conditions de rétention. Jusqu'à présent, seule la CIMADE pouvait entrer dans les camps et locaux de rétention afin de soutenir et d'aider les sans papiers retenus. Tous les ans cette association publie un rapport sur ces mêmes conditions. Hortefeux, ne supportant plus qu'on puisse montrer de quoi est capable la République, a décidé de mettre fin à ce monopole et lance un appel d'offre (comme on fait pour n'importe quel marché !) destiné à des associations ou des personnes morales qui auront l'habilitation d'oeuvrer dans les camps pour "soutenir" les retenus. Parmi les clauses prévues dans cet appel d'offres figure la confidentialité : les intervenants dans les camps ne devront pas faire état de ce qui se passe dans ces lieux d'enfermement !

Dans cette logique, le traitement de l'information par les médias semble aller dans le sens de la volonté du ministre. En ce qui concerne les sans papiers, et surtout leurs conditions de rétention, le silence, l'omission, voire la déformation sont monnaie courante. Nous prendrons un exemple parmi d'autre : le reportage de l'émission "Envoyé Spécial" de France 2 diffusé le 7 février 2008. Ce film documentaire relatait les conditions d'expulsions de sans papiers retenus dans un camp de rétention de la région parisienne. Il montrait des conditions d'enfermement relativement cool, des flics compatissants, etc. Ce reportage semblait être réalisé pour montrer une vision humaniste des conditions de rétention et d'expulsion du territoire.

Dans le numéro 153 (mars 2008) du journal *LA FEUILLE* (expression des groupes normands de la Fédération Anarchiste, *L'Insoumise 128 rue saint Hilaire 76000 Rouen*) sont retranscrits plusieurs réactions de personnes ayant vu ce reportage. Elles les ont adressées au médiateur de la chaîne. Nous vous en livrons quelques extraits. Face à la multitude des réactions, le médiateur se devait de donner la position de la chaîne. Bien évidemment, ce dernier ne fit quasiment pas mention de ces réactions et fit preuve de corporatisme au profit de sa collègue, réalisatrice du reportage tant décrié.

**Réaction de Sophie Lecomte** exerçant une profession sociale, l'amenant à visiter des détenus en maison d'arrêt. Elle visite le camp de rétention d'Oissel situé à 20 kms de Rouen : « ... Tout d'abord, nous subissons une attente pratiquement systématique (45 minutes dans mon cas) sans explication. Ensuite deux policiers en armes viennent vous chercher, et vous encadrent dans l'enceinte du camp. Durant le trajet entre la grille et le centre, d'une dizaine de minutes à pied. Dans ces conditions je peux vous dire que c'est une éternité ! L'hostilité manifeste de ces gardiens en armes et la sensation oppressante de rentrer dans une zone de non droits vous conduit à vous poser ce type de questions "Ai-je prévenu quelqu'un de ma visite, et si l'on me retenait ici pour x raisons". Arrivée dans les locaux du Centre, nouvelle attente... Ensuite intervient une "fouille au corps avec palpation", ce qui est profondément choquant, inacceptable, et m'a profondément troublée. J'étais là en tant que simple visiteuse je ne transportais ni bombes ni armes, ne visitais pas de terroristes ni de criminels, mais simplement des personnes sans défense, privées de titres de séjour.

Savez-vous que chaque visiteur du Centre de rétention est irrémédiablement fiché ? ... Des gardiens se tiennent à l'entrée de chaque pièce minuscule où ont lieu les visites. Nous nous entretenons avec les retenus les portes ouvertes, à ma deuxième visite le policier se tenait dans la pièce même intervenant dans le dialogue : ce qui constitue une violation du règlement du Centre de Rétention que nous avons mis près d'un an à nous procurer auprès de la Préfecture de Seine-Maritime ! Le centre de Rétention est situé... au fin fond de la forêt des Essarts. Il n'y a aucun transport public à proximité. Le préfet indique : "La plupart du temps les retenus sont accompagnés à la gare SNCF lorsqu'ils sont libérés" Que se passe-t-il donc le reste du temps ? Savez-vous que des femmes seules, des familles avec des enfants ont été "libérées" en pleine nuit en forêt sans moyen de transport et sans argent ? Quant aux témoignages des retenus, un ressortissant algérien m'a expliqué que personne ne l'avait averti des délais brefs de recours, la seule représentante de la CIMADE à l'époque étant en congé. Il m'a parlé des expulsés que l'on vient chercher à trois heures du matin dans leur cellule, pour les traîner de force hors du centre et les conduire à Roissy. Ces hommes et ces femmes hurlent de terreur et de détresse et tentent de s'accrocher désespérément au mobilier. Risque-t-on sa vie dans une grève de la faim dans un lieu où les libertés et la dignité humaine sont respectées ? Tente-t-on de mettre fin à ses jours ? S'évade-t-on si l'on croit en la Justice de ce pays ? Les avocats nous disent qu'il est pratiquement impossible de trouver des interprètes, alors que c'est un droit des étrangers. Les compatriotes des retenus tentent tant bien que mal de les assister lors de la première audition, dont la préparation est souvent baclée, dans une salle commune sonore, les défenseurs ne disposant d'aucun endroit où se "poser" avec leurs clients et étudier leurs droits.

J'ai visité une jeune femme géorgienne, maman d'un bébé de 2 ans qui a été convoquée au commissariat du Havre, arrêtée, et transférée au Centre de Rétention de Oissel sans que sa famille n'en ait été informée. Elle maîtrisait parfaitement le français, était sage-femme de profession et disposait de deux promesses d'embauche... Ne la voyant pas rentrer dans la soirée son mari est venu la chercher au commissariat, il a été arrêté à son tour, puis ont suivi la grand mère avec le bébé. La Géorgie n'étant pas considérée comme un pays dangereux, en cas d'expulsion, toute cette famille a été expulsée, alors que le grand père placé également en rétention une année auparavant et expulsé avait été retrouvé quelques jours après son arrivée en Géorgie assassiné à l'arme blanche ! Cette jeune femme s'inquiétait pour son bébé qui avait perdu le sommeil, au Centre, refusait de s'alimenter depuis son arrivée. Les témoignages de cet ordre se multiplient, sur le mal être de ces jeunes enfants ou d'adolescents privés de liberté. En effet, les familles sans papiers ont aussi "le privilège" de voir incarcérer leurs enfants. Ceux ci sont coupés de leur environnement de leur scolarité, voire de leur région. Si "par bonheur" ils sont libérés peut on imaginer que le cours de leur vie se déroule comme avant après un tel traumatisme ? Faut il vous parler de cette fillette de 9 ans qui a passé toute la durée de sa rétention un cartable sur le dos, avant d'être expulsée "parce qu'elle voulait retourner à l'école ?" »

**Réaction de Skalpa.** « Depuis des années maintenant, le jeudi Soir sur la Deux a lieu le magazine d'information de la chaîne : "Envoyé spécial". Hier soir, j'ai eu l'impression d'être face à un programme de désinformation, voire de propagande. Le sujet était les expulsions de sans papiers. On y voit beaucoup de policiers "volontaires et formés" et "floutés" nous expliquer et expliquer aux expulsés qu'ils ne sont qu'un maillon de la chaîne (pas de télévision) et là tout se passe bien. Ce n'est pas de leur faute si certains sans papiers ne veulent pas rentrer "chez eux", un chez eux qui parfois n'est même pas chez eux et qu'ils sont obligés de rentrer l'expulsable dans l'avion par la bascule (porté allongé, menotté et jambes scotchées). Ils ne se rebellent que pour "faire courir les policiers", qui sont décrits comme sympas... Sympas étaient peut-être, aussi, les policiers de la BAC d'Amiens qui ont proféré des saluts néo-nazis dans un bar (info France Inter). Mais revenons à notre reportage pédagogique. On y voit des passagers indifférents voir agacés ("elle va crier longtemps ?", "j'espère qu'elle va se calmer"). Parfois, déclare un policier, il y a des incidents, des gens qui ne connaissent pas le dossier sont touchés par la compassion et prennent parti pour les voyous. On y apprend que la communauté Rom accepte de se faire expulser afin de toucher l'aide à la reconduite de 300 € par adulte, puis revient en France pour manger notre pain... oups... pour toucher à nouveau la prime et au passage les allocations ! J'en passe et des meilleures, pour la simple et unique raison que je n'ai pas pu regarder ce reportage en entier... Elle [la journaliste ayant réalisé ce reportage] nous apprend que si le ministère de l'Immigration et d'autres concepts nauséabonds a accepté ce reportage c'est pour expliquer les mécanismes compliqués de cette procédure "sensible". Non seulement, on vient de voir un reportage de propagande, mais en plus elle assume. A force d'accuser TF1 de sarkozysme, on en oublie parfois que France 2 est une chaîne de service public, donc au service du pouvoir ! »

**Réaction de Céline Sonnet de Tours.** « Je suis étonnée par ce reportage qui me semble très incomplet, et dans les questions qu'il pose (s'il en pose) et dans la façon dont il a été monté (orienté). Ne pas parler des violences policières commises à l'égard des étrangers, des interpellations en préfecture (en piégeant les personnes en situation irrégulière), ne pas parler des arrestations commises aux abords des écoles, ne pas parler de ce que peuvent craindre les personnes dans le pays qu'elles ont fuit, ne jamais poser de questions politiques, n'avoir donné la parole à aucune association ou collectif de soutien (CSP, CIMADE, RESF, etc.), n'avoir en somme pas porté la parole des personnes retenues avant l'expulsion : ce reportage est une insulte à tous les sans papiers, demandeurs d'asile, et à tous leurs soutiens tant il est mensonger. Pour quiconque s'intéresse un minimum à la situation, ou est venu à la rencontre des sans papiers en France, ce documentaire est une FICTION. La réalité est toute autre. La réalité des faits est cachée. »

**Réaction du Collectif SDF Alsace.** « Le service public vient d'offrir son créneau de grande écoute pour faire la com' de Brice Hortefeux et ses services. Un monde parfait où n'existent ni racisme, ni brutalité policière, ni aucune politique barbare de quotas d'expulsion. Un monde où la politique "humaine" du ministre Hortefeux est enfin reconnue à sa juste valeur. Jusqu'à présent, seule TF1 avait le monopole de production de ce type de reportage honteusement complaisant envers toute politique gouvernementale (notamment envers les politiques migratoires), mais France 2 semble aujourd'hui contester sérieusement ce "leadership" au nom, bien sûr, de la "pédagogie". Publique ou privée, la "Télé-SARKOZY" ne connaît plus de frontière. Bienvenue dans la France d'avant d'après. »

Voir aussi le forum France 2 : [http://forums.france2.fr/france2/envoyespecial/expulsion-mode-emploi-sujet\\_8271\\_1.htm](http://forums.france2.fr/france2/envoyespecial/expulsion-mode-emploi-sujet_8271_1.htm)

## Appel à soutien !

Le CSDASP37 est un collectif sans salarié ni subvention ! Un collectif hyper désargenté alors que les conditions de lutte et de répression se durcissent sans cesse. Aussi nous faisons appel à toi lecteur & lectrice et à tous les soutiens aux sans papiers afin de nous aider à continuer et même à amplifier la lutte ! Le CSDASP37 a besoin : de ramettes de papier, de tirage de tracts, de draps et de bombes de peinture pour faire des banderolles. Pour participer à nos luttes : vous pouvez relayer nos informations et même mieux nous rejoindre. Attention, le collectif n'a pas de compte bancaire, inutile de nous faire des chèques (même si nous acceptons les dons) mais vous pouvez toujours nous mettre quelques pièces dans notre caisse de solidarité...

Hortefeux a porté plainte suite aux incendies des CRA cet été. L'enquête se poursuit. Des militants de SOS sans papiers et du Collectif de Soutien aux Demandeurs d'Asile et aux Sans Papiers de Tours ont été convoqués par la maréchaussée le 24/09/08

## SOMMES NOUS DES TERRORISTES POTENTIELS ?

Mercredi 24 septembre 2008 une camarade du Collectif de Soutien aux Demandeurs d'Asile et aux Sans Papiers a été convoquée et entendue pendant 4 heures par la Brigade de Recherche de la Gendarmerie dans le cadre de l'enquête menée suite à la plainte qu'Hortefeux a déposée après le début d'incendie du camp de rétention du Mesnil Amelot le 2 août.

Souvenons-nous. Le 22 juin le camp de Vincennes brûlait. Hortefeux était en rage et s'en est pris à RESF. Il accusait ce réseau d'inciter les retenus à incendier les bâtiments dans lesquels ils sont enfermés. Face au ridicule de ces accusations et à l'émoi qu'elles suscitèrent, il dut ravalier sa rage.

Par contre, le 2 août le sinistre de l'identité nationale put s'en prendre à SOS sans papiers et porter plainte pour incitation à la destruction de bâtiments publics et mise en danger de la vie d'autrui. Les militants de cette association parisienne, en particulier son président, sont accusés d'avoir incité les retenus à brûler le camp. Sous prétexte que notre collectif ait des liens, principalement téléphoniques, avec SOS sans papiers notre camarade a été entendue par deux gendarmes venus de Paris.

Manifestement ce qui inquiète les flics sont les fermetures successives de plusieurs camps. En mai 2008, la mobilisation du CSDASP et des Amis de l'Egalité a empêché l'ouverture du Local de Rétention Administratif de Blois. Le 22 juin 2008 le camp de Vincennes ferme suite à l'incendie ayant pris au cours d'une révolte des retenus ; le 2 août le camp de Mesnil Amelot connaît un début d'incendie et quelques temps après c'est à Nantes que le camp doit être fermé car il a brûlait à son tour. En reliant ces différents événements, les flics tentent d'imposer l'idée de l'existence d'un réseau ayant une stratégie bien arrêtée visant à manipuler les retenus en les poussant à mettre le feu à leur camp : les retenus n'ont pas besoin de nous pour se révolter !

Il importe pour le gouvernement que la machine à expulser ne soit pas enrayée. Ainsi, la CIMADE voit son action au sein des camps remise en cause. L'objectif est de rendre invisible ce qui se passe au sein des CRA. Les organismes qui accepteront d'aller assister les sans papiers enfermés devront respecter une clause de confidentialité : il leur est dès lors interdit d'établir des rapports décrivant la vie quotidienne des retenus, comme le fait jusqu'à présent la CIMADE. C'est une véritable chape de plomb que veut instaurer l'Etat, d'autant que d'ici peu la rétention des sans papiers pourra, dans toute l'UE, durer jusqu'à 18 mois. Dans ce contexte, on comprend la rudesse de la réponse d'Hortefeux envers les groupes venant soutenir concrètement les sans papiers enfermés.

Cette démarche acharnée de l'Etat montre que l'immigration est un enjeu politique majeur pour Sarkofeux, en accord avec la politique européenne. Au niveau social et économique, le président du pouvoir d'achat rencontre beaucoup de difficultés à réaliser ses promesses électorales. C'est pourquoi, il lui est important de continuer et d'amplifier la politique xénophobe mise en place depuis plusieurs décennies. La chasse aux migrants est un terrain où le gouvernement joue les gros bras pour dire qu'il agit et tient ses engagements, en particulier envers les électeurs frontistes. Le sommet européen portant sur l'intégration des immigrants, organisé par Hortefeux les 3 et 4 novembre à Vichy rentre symboliquement dans cette logique décomplexée et européenne.

L'Etat tente de cantonner l'action politique dans les lieux institutionnels (parlement, mairies...) et dans les partis acceptant ce fonctionnement. Toutes activités politiques exercées en dehors de ces instances doivent être criminalisées et qualifiées de terroristes (les intitulés de la plainte d'Hortefeux contre SOS sans papiers vont dans ce sens). On ne pourra jamais empêcher des hommes et des femmes de vouloir émigrer !

Nous ne nous laisserons pas criminaliser ; nous lutterons contre toute forme de répression et nous poursuivrons nos combats.

Nous militons pour la régularisation de tous les sans papiers, la liberté de circulation et d'installation. Nous demandons la fermeture et la destruction de tous les camps de rétention car on sait où commence un outil de répression, on ne sait jamais quand et pour qui il finit. Nous exigeons l'arrêt des poursuites contre les militants de SOS sans papiers et contre notre camarade. Nous exigeons également la relaxe des militants du collectif de soutien aux sans papiers de Rennes, poursuivis parce qu'ils auraient diffamé la Police de l'Air et des Frontières.

Mobilisons-nous contre cette conception du monde qui conduit à faire mourir des milliers de personnes lorsqu'elles tentent de rentrer dans l'espace Schengen et à en traquer les rescapés. Brisons la machine à expulser !

Tours, le 25/09/08

**Pour nous rencontrer, venir aux réunions, aux actions du  
Collectif de Soutien aux Demandeurs d'Asiles et Sans Papiers 37 :  
06.34.19.64.98 - csdasp37@no-log.org**